



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1998/1094
18 novembre 1998

ORIGINAL : FRANÇAIS

LETTRE DATÉE DU 17 NOVEMBRE 1998, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL PAR
LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE L'AUTRICHE AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de porter à votre attention la déclaration de la présidence
de l'Union européenne sur la Guinée-Bissau, publiée le 17 novembre 1998 (voir
annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la
présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de l'Autriche
auprès de l'Organisation des Nations Unies

(Signé) Ernst SUCHARIPA

Annexe

[Original : anglais et français]

DÉCLARATION DE LA PRÉSIDENTIE DE L'UNION EUROPÉENNE
SUR LA GUINÉE-BISSAU, PUBLIÉE LE 17 NOVEMBRE 1998

L'Union européenne se félicite de l'accord conclu à Abuja, le 1er novembre 1998, entre le Gouvernement de la Guinée-Bissau et la junte militaire autoproclamée au cours du vingt et unième sommet de l'Autorité des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). La signature de cet accord consolide l'accord de cessez-le-feu signé à Praia grâce à la médiation conjointe de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP) et de la CEDEAO, et constitue un pas important vers la paix et la réconciliation nationale en Guinée-Bissau.

L'Union européenne invite les deux parties à remplir les obligations qu'elles ont contractées dans les accords de Praia et d'Abuja et à travailler ensemble à la mise en oeuvre rapide des engagements qu'ils comportent. L'Union est disposée à apporter son concours à l'organisation des élections présidentielles et législatives prévues dans l'accord d'Abuja.

L'Union européenne confirme sa volonté de continuer à fournir une aide humanitaire aux réfugiés et aux personnes déplacées. À cet égard, elle rappelle que l'Office humanitaire de la Communauté européenne a fait diligence pour s'attaquer à la crise humanitaire et note que plusieurs États membres de l'Union européenne sont prêts à envoyer à Bissau des délégations de haut niveau chargées d'évaluer les programmes d'aide qu'il faudra mettre en place. L'Union européenne se félicite de la décision d'ouvrir le port et l'aéroport de Bissau, condition essentielle d'un acheminement régulier de l'aide humanitaire, et engage toutes les parties à prendre les mesures nécessaires pour permettre le passage de l'aide humanitaire et en faciliter la livraison aux populations dans le besoin.

Les pays d'Europe centrale et orientale, associés à l'Union européenne, Chypre, pays également associé, ainsi que les pays de l'Association européenne de libre-échange membres de l'Espace économique européen, se rallient à la présente déclaration.
